

Dépôt :

Lydia Mutsch (LSAP)

  
Motion

Luxembourg, le 16 novembre 2022

*Debat sur la politique de  
coopération au développement*

La Chambre des Député-e-s,


- considérant l'Agenda 2030 des Nations Unies pour un développement durable et la stratégie générale de la coopération luxembourgeoise « En route pour 2030 » ;
- considérant l'impact majeur de la guerre d'agression non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie sur l'augmentation des prix de l'énergie, des combustibles, des matières premières et des produits agricoles, entraînant une forte augmentation des coûts de production qui compromet la continuité de la production, risquant d'entraîner des ruptures dans la chaîne d'approvisionnement et aggravant ainsi la situation alimentaire mondiale ;
- considérant les estimations du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies chiffrant à 345 millions le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et ayant besoin d'une aide urgente en 2022, représentant une duplication par rapport à 2019 ;


invite le Gouvernement

- à maintenir un niveau élevé de ses contributions en faveur d'organisations multilatérales pour l'aide humanitaire ;
- à poursuivre ses efforts de mobilisation au niveau international, en particulier regardant l'investissement étatique d'un pourcent du revenu national brut dans l'aide publique au développement ;
- à renforcer son action au niveau international de sorte que la sécurité alimentaire soit au cœur de la prise de décision, afin d'éviter la pénurie et d'assurer la sécurité nutritionnelle dans les pays les plus vulnérables, en particulier sur le continent africain ;
- à s'engager davantage pour la réduction de la dépendance actuelle de l'Afrique à l'égard des importations de denrées alimentaires, de semences, d'engrais et de pesticides, à travers la continuation du soutien financier et technique, le dialogue politique, l'échange de connaissances et de nouvelles technologies et la promotion de l'innovation africaine ;
- à poursuivre son engagement au niveau européen et international en faveur de la promotion de l'investissement dans la coopération au développement se concentrant sur les énergies renouvelables, l'approvisionnement en eau, les mesures d'adaptation au climat, et la construction d'infrastructures publiques, portant une attention particulière à la création d'emplois locaux et à l'approfondissement des chaînes de valeur.

  
G. GRAAS

  
S. Spautz

  
L. Mutsch

  
S. Eupain